



PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Préfecture

Direction de la coordination
des services de l'Etat

Pôle du pilotage
des procédures d'utilité publique

Arrêté préfectoral n° 2011/DCSE/M/013
Autorisant la société Sablières du Port-Montain à exploiter
une carrière de sables et graviers alluvionnaires et des installations
de traitements de matériaux sur le territoire de la commune
d'HERME

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, ses parties législative et réglementaire,

Vu le code minier,

Vu le code du patrimoine et notamment les dispositions du livre V titre II relatives à l'archéologie préventive,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code forestier,

Vu le décret du Président de la République en date du 27 mai 2011 portant nomination de Monsieur Pierre MONZANI, Préfet de Seine-et-Marne,

Vu le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de Monsieur Serge GOUTEYRON, Sous-Préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 10/PCAD/105 du 6 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives,

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de constitution de garanties financières prévu à l'article R 516-2 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et les normes de référence,

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 12 décembre 2000,

Vu le schéma directeur Bassée-Montois approuvé le 13 février 1998,

Vu la carte communale de la commune d'HERME,

Vu la demande en date du 14 octobre 2010, par laquelle Madame Agnès BERNE-DECARPENTRIE, agissant en qualité de présidente de la société SABLIERES DU PORT MONTAIN, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune d'HERME,

Vu le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France en date du 6 décembre 2010 analysant la recevabilité de la demande et constatant son caractère complet et régulier,

Vu l'avis en date du 06 décembre 2010 du Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en sa qualité d'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/DCSE/M/019 du 10 décembre 2010 portant ouverture d'enquête publique du 12 janvier 2011 au 11 février 2011 inclus sur la demande présentée par la société Sablières du Port-Montain à l'effet d'être autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune d'HERME,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011/DCSE/M/008 du 27 mai 2011 prolongeant le délai d'instruction de la demande présentée par la société Sablières du Port Montain (SPM) afin d'être autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune d'HERME,

Vu le registre d'enquête publique ouvert en mairie d'HERME,

Vu le procès-verbal d'enquête publique et le mémoire en réponse du demandeur aux questions du commissaire enquêteur concernant le maintien de l'accès aux parcelles ZR 40 et ZR7,

Vu le rapport et l'avis favorable motivé du commissaire enquêteur en date du 11 mars 2011 sur la demande,

Vu les délibérations favorables ou sans observation des conseils municipaux des communes de HERME, GOUAIX, VILLIERS SUR SEINE, NOYEN SUR SEINE et COURCEROY,

Vu les avis émis lors de la consultation administrative par l'Agence Régionale de Santé, l'unité territoriale Eau de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, le Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine, le Service régional de l'Archéologie, le Service départemental d'Incendie et de Secours et la Direction départementale des Territoires,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Sous-Préfet de Provins,

Vu le mémoire en réponse du demandeur aux avis des services,

Vu le rapport, les conclusions et les propositions du Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France en date du 07 juin 2011,

Vu l'avis motivé de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée « Carrières » émis lors de sa réunion du 28 juin 2011,

Vu le projet d'arrêté notifié le 11 juillet 2011 au pétitionnaire pour observation en application de l'article R 512-26 du code de l'environnement,

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire,

Considérant le dossier de la demande en date du 14 octobre 2010,

Considérant le mémoire en réponse du demandeur,

Considérant la présence d'une nappe alluviale au droit du projet,

Considérant les mesures proposées par le demandeur en matière de protection des sols et des eaux en ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien des engins,

Considérant que la demande se situe en partie en zone inondable ou en zone de stockage,

Considérant les orientations de remise en état fixées par le schéma départemental des carrières et le SDAU local Bassée Montois,

Considérant l'étude d'impact, les études hydraulique et hydrogéologique, les études écologique et d'incidence au titre des sites Natura 2000,

Considérant l'intérêt écologique de la Bassée, la situation du projet en sites Natura 2000 (SIC et ZPS) et l'engagement du demandeur de mettre en œuvre la remise en état proposée,

Considérant le trajet des bandes transporteuses,

Considérant la position des zones à émergence réglementée et celle des sources sonores liées aux activités du site,

Considérant l'attestation de maîtrise foncière fournie par le demandeur

Considérant les capacités techniques et financières du demandeur,

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact,

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement, notamment

pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R Ê T E

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation

La société SABLIERES DU PORT MONTAIN dont le siège social est situé CD 78, rue des Grèves, 77114 HERME ci après dénommée l'exploitant, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires et des installations de traitements de matériaux sur une superficie de 107ha 34a 09ca sur le territoire de la commune d'HERME.

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté, durée qui inclut l'achèvement de la remise en état.

L'autorisation d'exploiter s'applique à l'ensemble du périmètre et des parcelles et parties de parcelles référencées à l'article I.3.1 Tableaux A.

Cependant l'exploitation de la partie de parcelle E 240 (représentant une superficie exploitable de 1ha 12a 85ca) au lieu dit « Près des Malletons » est subordonnée à l'accord du préfet à la suite de la mise en place préalable des mesures compensatoires décrites à l'article III-18.

L'obligation de remise en état concerne également les parcelles ou parties de parcelles utilisées pour le passage des bandes transporteuses et des pistes associées (article I.3.1 Tableau B), bien que celles-ci ne soient pas exploitées pour en extraire les sables et graviers.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous.

Numéro de la nomenclature	Nature de l'activité	Critère de classement A : autorisation D : déclaration	Critères propres à l'exploitation	Soumise à : A : autorisation D : déclaration NC : non classable
2510 – 1	Exploitation de carrière	A (quelle que soit la superficie)	- Carrière de sables et graviers : Superficie: 107ha 34a 09 ca Surface exploitable: 92ha 50a surface soumise à redevance archéologique : 95ha60a Production maximale : 250 000 tonnes par an Production moyenne : 185 000 t/an Production totale estimée : 4 180 000 tonnes de sables et graviers Durée : 30ans	A
2515	Broyage concassage	A : >200kW D : >40kW et < 200kW	Installations de traitement fixe et mobile + BT = 600 kW	A

1432.2b et 1430	Dépôt de liquides inflammables (coefficient 1/5)	Capacité équivalente totale (C) A si $C > 100\text{m}^3$ D si $10\text{m}^3 < C < 100\text{m}^3$	Une cuve de 20 000 litres La capacité de stockage équivalente C est de 4m^3 -----	NC
1435	Distribution de carburant	A : $V_e > 8000\text{m}^3$ E : $> 3500\text{m}^3$ et $< 8000\text{m}^3$ D : $> 100\text{m}^3$ et $< 3500\text{m}^3$	Consommation annuelle de fuel : $180\text{m}^3/5 = 36\text{m}^3$	D
2930-1	Atelier de réparation et d'entretien des engins	A : $> 5000\text{m}^2$ d : $< 5000\text{m}^2$ et $> 2000\text{m}^2$	Atelier d'entretien des engins : 150m^2	NC
1418	Stockage et emploi d'acétylène	A : $> 1\text{t}$ et $< 50\text{kg}$ D : $> 100\text{kg}$ et $< 1\text{t}$	2 bouteilles de 30kg	NC
1220	Stockage et emploi d'oxygène	A : $> 200\text{t}$ et $< 2000\text{t}$ D : $> 2\text{t}$ et $> 200\text{t}$	2 bouteilles de 33kg	NC

En outre les activités exercées relèvent également de la nomenclature des opérations soumises aux procédures prévues aux articles L 214-1 et suivant du Code de l'environnement.

Numéro de la nomenclature	Nature de l'activité	Critère de classement A : autorisation D : déclaration	Critères propres à l'exploitation	Soumis à : A : autorisation D : déclaration NC : non classable
1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrages souterrains non destinés à un usage domestique exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement des cours d'eau	D (pas de seuil)	4 piézomètres existants, 6 piézomètres à créer 1 forage d'appoint	D
1.2.2.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle.	C : capacité du prélèvement En ce qui concerne la Seine : A si $C > 80\text{ m}^3/\text{h}$	Rabattement partiel et temporaire de la nappe pour des travaux de découverte Débit horaire max : $1000\text{m}^3/\text{h}$ Débit du forage d'appoint : $45\text{m}^3/\text{h}$	A
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales	A si $> 20\text{ ha}$ D si $< 20\text{ ha}$	10 ha	D
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles	$A \leq 10\,000\text{ m}^3$ ou à 25 % du débit moyen inter annuel $2000\text{m}^3 < D < 10\,000\text{m}^3/\text{j}$ ou $5\text{ü} < D < 25\%$	Rejet des eaux d'exhaure du rabattement partiel de la nappe dans la Grande Noue d'Hermé débit d'exhaure $30\text{ m}^3/\text{h}$ et dépit de la Noue $0,75\text{ m}^3/\text{s}$	NC
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0	Flux total de pollution brut (F) A si $F >$ niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. $R1 < D < R2$ sur au moins l'un des paramètres	Rejet max dans la grande noue d'Hermé des eaux d'exhaure du rabattement partiel de la nappe pour le décapage au lieu dit Château du Duit $300\text{m}^2/\text{j}$ à $0,01\text{mg/l}$	NC

3.2.2.0	Installations, ouvrages, digues ou remblais, d'une hauteur maximale supérieure à 0,5 m au-dessus du niveau du terrain naturel dans le lit majeur d'un cours d'eau	S : surface soustraite A si $S > 1000 \text{ m}^2$ D si $400 \text{ m}^2 < C < 1000 \text{ m}^2$ D si $S < 400 \text{ m}^2$ et fraction de la largeur du lit majeur occupée par l'ouvrage $> 20\%$	merlons, stocks de tout-venant plate forme technique $S = 30000 \text{ m}^2$	A
5.1.1.0	Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour l'exhaure de la carrière	$A \geq 80 \text{ m}^3/\text{h}$ $8 < D < 80 \text{ m}^3/\text{h}$	Eaux issues du rabattement temporaire et occasionnel de la nappe rejetées dans un ancien fond de fouille	A
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : Création de plans d'eau dans le cadre de l'exploitation de la carrière	1° dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha... => A..... 2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha => D	Création de plans d'eau d'une surface totale $S = \text{environ } 44 \text{ ha}$	A

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

I.3.1 - Références cadastrales et territoriales (commune d'HERME)

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Tableaux A : Parcelles autorisées

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface exploitable	Surface à défricher
LES MALLETONS						
YC	29	Les Malletons	2 ha 53 a 30 ca	2 ha 53 a 30 ca	2 ha 44 a 25 ca	0 ca
YC	30	Les Malletons	1 ha 36 a 93 ca	1 ha 36 a 93 ca	1 ha 24 a 93 ca	3 a 50 ca
YC	31	Les Malletons	1 ha 94 a 07 ca	1 ha 94 a 07 ca	1 ha 74 a 50 ca	0 ca
YC	32	Les Malletons (CE)	20 a 71 ca	20 a 71 ca	13 a 62 ca	0 ca
YC	33	Les Malletons	2 ha 30 a 73 ca	2 ha 30 a 73 ca	1 ha 95 a 01 ca	0 ca
E	139	Près des Malletons	51 a 98 ca	51 a 98 ca	30 a 11 ca	30 a 64 ca
E	140	Près des Malletons	8 a 02 ca	8 a 02 ca	3 a 20 ca	8 a 02 ca
E	109 pp	Près des Malletons	1 ha 77 a 65 ca	12 a 25 ca	11 a 60 ca	0 ca
ZR	13	Les Malletons	95 a 35 ca	95 a 35 ca	86 a 74 ca	75 a 19 ca
ZR	14	Les Malletons	15 ha 70 a 70 ca	15 ha 70 a 70 ca	14 ha 00 a 17 ca	0 ca
ZR	43	Le Petit Gué	2 ha 03 a 65 ca	2 ha 03 a 65 ca	1 ha 66 a 70 ca	0 ca
ZR	37	Le Petit Gué	2 ha 46 a 70 ca	2 ha 46 a 70 ca	2 ha 05 a 56 ca	0 ca
ZR	38	Le Petit Gué	77 a 27 ca	77 a 27 ca	63 a 55 ca	6 a 99 ca
ZR	34	Les Malletons	19 a 72 ca	19 a 72 ca	11 a 70 ca	0 ca
ZR	42	Le Petit Gué (CE n°14)	9 a 21 ca	9 a 21 ca	1 a 33 ca	0 ca
CR n°21 dit du Port			/	30 a 69 ca	4 a 07 ca	0 ca
TOTAL "LES MALLETONS"				31 ha 61 a 28 ca	27 ha 37 a 04 ca	1 ha 24 a 34 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface exploitable	Surface à défricher
LE TROU VITEAU						
ZR	44	Le Trou Viteau	10 ha 16 a 57 ca	10 ha 16 a 57 ca	8 ha 98 a 58 ca	0 ca
ZR	45	Le Trou Viteau	2 ha 55 a 75 ca	2 ha 55 a 75 ca	2 ha 38 a 88 ca	0 ca
ZR	46	Le Gué aux Vaches	7 ha 58 a 23 ca	7 ha 58 a 23 ca	6 ha 84 a 00 ca	5 a 63 ca
ZR	48	Communautés d'Hermé	2 ha 45 a 26 ca	2 ha 45 a 26 ca	2 ha 26 a 91 ca	77 ca
ZR	49	Communautés d'Hermé	58 a 60 ca	58 a 60 ca	58 a 60 ca	42 a 77 ca
ZR	50	Communautés d'Hermé	18 a 91 ca	18 a 91 ca	18 a 91 ca	16 a 66 ca
ZR	51	Communautés d'Hermé	16 a 26 ca	16 a 26 ca	16 a 26 ca	14 a 72 ca
ZR	52	Communautés d'Hermé	10 a 09 ca	10 a 09 ca	10 a 09 ca	8 a 95 ca
ZR	53	Communautés d'Hermé	12 a 40 ca	12 a 40 ca	12 a 40 ca	11 a 14 ca
ZR	54	Communautés d'Hermé	73 a 18 ca	73 a 18 ca	73 a 18 ca	60 a 28 ca
ZR	55	Communautés d'Hermé	1 ha 45 a 21 ca	1 ha 45 a 21 ca	1 ha 36 a 06 ca	0 ca
ZR	56	Communautés d'Hermé	16 a 96 ca	16 a 96 ca	16 a 12 ca	0 ca
ZR	57	Communautés d'Hermé	42 a 67 ca	42 a 67 ca	42 a 67 ca	0 ca
ZR	58	Communautés d'Hermé	19 a 72 ca	19 a 72 ca	19 a 52 ca	0 ca
ZR	59	Communautés d'Hermé	66 a 79 ca	66 a 79 ca	65 a 43 ca	0 ca
ZR	60	Le Gué aux Vaches	86 a 11 ca	86 a 11 ca	86 a 11 ca	81 a 79 ca
ZR	61	Le Gué aux Vaches	12 a 50 ca	12 a 50 ca	12 a 50 ca	12 a 50 ca
ZR	62	Le Gué aux Vaches	20 a 21 ca	20 a 21 ca	20 a 21 ca	20 a 21 ca
ZR	63	Le Gué aux Vaches	49 a 48 ca	49 a 48 ca	41 a 38 ca	46 a 47 ca
ZR	66	Communautés d'Hermé	5 ha 56 a 03 ca	5 ha 56 a 03 ca	5 ha 02 a 25 ca	0 ca
ZR	95	Communautés d'Hermé	7 a 82 ca	7 a 82 ca	4 a 61 ca	0 ca
ZR	68	Château du Duit	20 a 00 ca	20 a 00 ca	13 a 48 ca	0 ca
ZR	70	Château du Duit	47 a 03 ca	47 a 03 ca	27 a 85 ca	3 a 42 ca
ZR	69	Château du Duit	36 a 55 ca	36 a 55 ca	30 a 76 ca	0 ca
ZR	76	Le Gué aux Vaches	50 ca	50 ca	50 ca	50 ca
CR n°53 d'Hermé au Château du Duit			/	14 a 64 ca	13 a 97 ca	0 ca
CR n°33 dit des Communautés de Servolles			/	43 a 82 ca	24 a 40 ca	0 ca
		TOTAL "LE TROU VITEAU"		36 ha 51 a 29 ca	32 ha 95 a 63 ca	3 ha 25 a 81 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface exploitable	Surface à défricher
PRES DES MALLETONS						
E	240	Près des Malletons	2 ha 29 a 90 ca	2 ha 29 a 90 ca	Exploitation conditionnelle 1 ha 12 a 85 ca	1 ha 20 a 09 ca
E	239	Près des Malletons	7 a 65 ca	7 a 65 ca	1 a 68 ca	7 a 65 ca
E	609	Près des Malletons	7 a 83 ca	7 a 83 ca	7 a 83 ca	1 a 23 ca
E	610	Près des Malletons	3 a 72 ca	3 a 72 ca	3 a 19 ca	2 a 10 ca
E	261 pp	Les graviers du Château du Duit	5 ha 38 a 36 ca	4 ha 75 a 68 ca	4 ha 11 a 55 ca	1 a 25 ca
E	262	Les graviers du Château du Duit	2 a 07 ca	2 a 07 ca	64 ca	0 ca
E	263	Les graviers du Château du Duit	6 a 16 ca	6 a 16 ca	2 a 19 ca	0 ca
E	264	Les graviers du Château du Duit	4 a 97 ca	4 a 97 ca	2 a 77 ca	0 ca
E	265	Les graviers du Château du Duit	5 a 07 ca	5 a 07 ca	2 a 94 ca	0 ca
E	266 pp	Les graviers du Château du Duit	13 a 88 ca	9 a 14 ca	5 a 52 ca	0 ca
ZS	2 pp	Les Grèves	46 ha 18 a 04 ca	2 a 47 ca	35 ca	0 ca
D	695 pp	Château du Duit	23 a 58 ca	8 a 35 ca	0 ca	0 ca
		TOTAL "PRES DES MALLETONS"		7 ha 63 a 01 ca	5 ha 51 a 51 ca	1 ha 32 a 32 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface exploitable	Surface à défricher
CHÂTEAU DU DUIT						
ZS	4	Château du Duit	1 ha 27 a 33 ca	1 ha 27 a 33 ca	95 a 25 ca	0 ca
ZS	12 pp	Pâturage aux Bœufs	5 ha 89 a 24 ca	5 ha 86 a 27 ca	5 ha 22 a 13 ca	0 ca
ZS	13 pp	Pâturage aux Bœufs	78 a 12 ca	76 a 61 ca	66 a 26 ca	0 ca
ZS	11	Le Bois du Chêne	35 a 63 ca	35 a 63 ca	18 a 73 ca	0 ca
CR n°11 dit de Bray aux Chaises			/	9 a 27 ca	8 a 22 ca	0 ca
		TOTAL "CHÂTEAU DU DUIT"		8 ha 35 a 11 ca	7 ha 10 a 59 ca	0 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface exploitable	Surface à défricher
LA PROVENCHERE						
ZM	12 pp	La Provenchère	22 ha 55 a 36 ca	11 ha 74 a 68 ca	10 ha 64 a 88 ca	0 ca
ZM	19	Pièces des Macons	10 ha 66 a 75 ca	10 ha 66 a 75 ca	8 ha 69 a 75 ca	64 a 93 ca
CR n°25 dit de Melz			/	18 a 94 ca	17 a 52 ca	0 ca
		TOTAL "LA PROVENCHERE"		22 ha 60 a 37 ca	19 ha 52 a 15 ca	64 a 93 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface exploitable	Surface à défricher
BUREAUX/ATELIER						
D	290 pp	Château du Duit	12 a 40 ca	7 a 29 ca	0 ca	37 ca
D	291 pp	Château du Duit	14 a 95 ca	2 a 08 ca	0 ca	59 ca
D	292 pp	Château du Duit	7 a 80 ca	29 ca	0 ca	0 ca
D	297 pp	Château du Duit	23 a 95 ca	1 a 44 ca	0 ca	0 ca
D	296 pp	Château du Duit	24 a 10 ca	73 ca	0 ca	0 ca
D	295 pp	Château du Duit	24 a 60 ca	87 ca	0 ca	0 ca
D	294 pp	Château du Duit	19 a 15 ca	65 ca	0 ca	0 ca
D	293 pp	Château du Duit	10 a 55 ca	48 ca	0 ca	0 ca
D	289	Communautés d'Hermé	3 a 50 ca	3 a 50 ca	0 ca	0 ca
D	286	Communautés d'Hermé	15 a 23 ca	15 a 23 ca	0 ca	4 a 11 ca
D	282	Communautés d'Hermé	13 a 17 ca	13 a 17 ca	0 ca	13 a 17 ca
D	283	Communautés d'Hermé	5 a 90 ca	5 a 90 ca	0 ca	5 a 90 ca
D	279	Communautés d'Hermé	11 a 40 ca	11 a 40 ca	0 ca	11 a 40 ca
		TOTAL "BUREAUX/ATELIER"	/	63 a 03 ca	0 ca	35 a 54 ca
		TOTAL DE LA DEMANDE	/	107 ha 34 a 09 ca	92 ha 46 a 92 ca	6 ha 82 a 94 ca

CE = Chemin
d'Exploitation

pp = pour partie

Tableaux B : accès et parcelles utilisées pour le passage des bandes transporteuses

Commune	Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface concernée	Surface à défricher
			PISTE ACCES			
Hermé			CR n°11 dit de Bray aux Chaises	/	/	0 ca
Hermé			CR n°5 dit de Flamboin	/	/	0 ca
Hermé			CR n° 25 dit de Melz	/	/	0 ca
Hermé			CR n° 2 dit Rue de Marolle	/	/	0 ca
			BANDES TRANSPORTEUSES			
Hermé			CR n°11 dit de Bray aux Chaises	/	56 ca	0 ca
Hermé	D	653	Château du Duit	8 a 35 ca	3 a 67 ca	7 ca
Hermé	D	654	Château du Duit	10 a 08 ca	3 a 10 ca	25 ca
Hermé	D	304	Château du Duit	19 a 10 ca	3 a 37 ca	3 a 37 ca
Hermé			CR n°33 dit des Communautés de Servolles	/	39 ca	0 ca
Hermé	D	464	Communautés de Servolles	8 a 40 ca	2 a 74 ca	2 a 74 ca
Hermé	D	463	Communautés de Servolles	22 a 80 ca	13 ca	13 ca
Hermé	D	462	Communautés de Servolles	44 a 45 ca	7 a 37 ca	7 a 37 ca
Hermé	D	335	Communautés de Servolles	5 a 43 ca	2 a 07 ca	2 a 07 ca
Hermé	D	336	Communautés de Servolles	26 a 57 ca	4 a 33 ca	4 a 33 ca
Hermé	D	337	Communautés de Servolles	10 a 80 ca	1 a 32 ca	1 a 32 ca
Hermé	D	338	Communautés de Servolles	9 a 90 ca	95 ca	95 ca
Hermé	D	339	Communautés de Servolles	4 a 95 ca	10 ca	10 ca
Hermé	D	334	Château du Duit	23 a 54 ca	4 a 29 ca	4 a 29 ca
Hermé	D	329	Château du Duit	21 a 89 ca	1 a 15 ca	1 a 15 ca
Hermé	D	326	Château du Duit	10 a 54 ca	1 a 29 ca	1 a 29 ca
Hermé	D	325	Château du Duit	78 ca	39 ca	39 ca
Hermé			CR n°53 d'Hermé au Château du Duit	/	53 ca	53 ca
Hermé	D	324	Château du Duit	31 a 27 ca	35 ca	35 ca
Hermé	D	323	Château du Duit	93 a 41 ca	3 a 14 ca	3 a 14 ca
Hermé	D	322	Château du Duit	57 a 77 ca	2 a 27 ca	2 a 27 ca
Hermé	D	321	Château du Duit	37 a 55 ca	1 a 62 ca	1 a 62 ca
Hermé	ZR	65	Communautés d'Hermé	12 a 99 ca	68 ca	68 ca
Hermé	ZR	94	Communautés d'Hermé (CE n°15)	20 a 16 ca	27 ca	0 ca
Hermé	D	695	Château du Duit	23 a 58 ca	31 ca	31 ca
Hermé	E	255	Près des Malletons	10 a 25 ca	25 ca	25 ca
			TOTAL	/	46 a 64 ca	38 a 97 ca
CR = Chemin Rural			CE = Chemin d'Exploitation	pp = pour partie		

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées a minima lors de la transmission des plans établis en application de l'article III-21 du présent arrêté.

I.3.2 - Périmètre de l'autorisation :

Deux plans au 1 /5000ème sur fond cadastral précisant le périmètre de la carrière sont annexés au présent arrêté (figure 5 et figure 6 du tome1 du dossier de demande).

I.3.3 - tonnage d'extraction

Le volume total de sables et graviers à extraire est estimé à 4 180 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel extrait est de 250 000 tonnes

Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement

L'installation fixe de traitement de matériaux transforme les matériaux extraits de la carrière auxquels peuvent s'ajouter 50 000 tonnes de matériaux (sablons, calcaires...) par an. Les matériaux commercialisés au départ de cette carrières représentent au plus 290 000 tonnes par an.

Constituée d'un débourbeur rotatif, d'un crible 3 étages et d'un cyclone essoreur, elle sera implantée au Trou Viteau sur la parcelle ZR66, à la cote 58,51m NGF. Elle utilise de l'eau pour laver les matériaux mais pas de floculant. Les eaux de lavage sont recyclées. Un pompage d'appoint d'un débit maximal de 45m³/h peut être utilisé pour compenser les pertes (évaporation, capture par les matériaux, infiltration sur la plate forme de stockage).

Le stockage des fines de lavage dans les bassins de décantation est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer la stabilité physique et prévenir toute pollution.

Les bassins de décantation sont régulièrement curés et les fines de lavage sont utilisées dans le cadre de la remise en état de la carrière.

L'installation mobile fonctionne sans eau. Elle est constituée d'un crible et est installée dans un premier temps dans la zone des « Malletons » et sera ensuite implantée dans la zone « Provençère ». La fraction 0/12 sera évacuée par route et directement commercialisée, la fraction > 12 rejoindra l'installation fixe.

Article I-5 : Horaires d'activités

Les horaires d'activités (traitement, extraction, terrassement) sont compris entre 7 h 30 et 19 h du lundi au vendredi.

Les camions de la société SPM peuvent être chargés aux installations fixes à partir de 6h30.

Lorsqu'il est nécessaire, le rabattement partiel de nappe, dans les conditions de l'article III-11 ci-après peut être maintenu 24h/24 du lundi au vendredi et à titre exceptionnel le samedi, sauf les dimanches et jours fériés.

Article I-6 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité au dossier

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impacts ainsi qu'aux schémas d'exploitation et de remise en état mentionnés à l'article III.16 annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les mémoires en réponse, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'elle a choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

Article II-4 : Cessation d'activité

L'extraction, doit cesser à une date dégageant le délai nécessaire à l'exécution des travaux de réaménagement final du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation d'extraction.

La remise en état finale intervient au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation d'extraction.

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date de fin des travaux, la notification d'arrêt définitif, prévue à l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement.

Les notifications indiquent les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent, notamment :

L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site;

Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article III-16 du présent arrêté.

Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais (dès qu'il en a connaissance et a minima par téléphone) à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux.

Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

En cas de pollution accidentelle des milieux aquatiques ou d'accidents menaçant la qualité des milieux aquatiques, l'exploitant devra informer le service police de l'eau (DRIEE - unité territoriale eau) en sus des services de la préfecture et de la DRIEE (unité territoriale de Seine-et-Marne).

Article II-6 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le concessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du concessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le concessionnaire,
- l'attestation du concessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation y compris les parcelles enclavées,

2° des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article III-3 : Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article III-4 : Aménagements et accès à la carrière

Il existe 4 piézomètres, 6 piézomètres supplémentaires sont créés.

Les débouchés de la carrière sur la voirie publique sont signalés et aménagés de telle sorte qu'ils n'aggravent pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Article III-5 : Notification de la constitution des garanties financières

Dès la mise en activité de l'installation, subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles III-1 à III-4 ci-dessus, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières ainsi que le plan de bornage. Ces documents valent déclaration de début d'exploitation et mise en service de l'installation au sens de l'article R514-3-1 du Code de l'Environnement.

Le document attestant la constitution des garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre V du présent arrêté, est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996 susvisé.

Celui-ci est accompagné :

- du plan de bornage,
- d'un plan topographique détaillé du terrain rattaché au nivellement général de la France (NGF normal) ainsi que profil en long des accès,
- les coupes techniques des piézomètres,

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

L'exploitation de la carrière est conduite suivant le plan prévisionnel de phasage, dont copie est jointe en annexe du présent arrêté.

Les itinéraires de substitution des chemins concernés par la carrière sont si nécessaire implantés avant même leur interruption. C'est le cas en particulier pour les portions des CR 33 dit des Communautés de Servolle, CR 21 dit du port, CR 25 dit « de Melz » inscrites au PDIPR.

A Déboisement et défrichement

Article III-6 : Déboisement et défrichement

Un défrichement d'une surface totale cumulée de **7,2** ha est prévu pour l'aménagement de pistes, la mise en place des bandes transporteuses et l'exploitation. Le défrichement et le décapage de parcelles boisées ou parties de parcelles boisées sont réalisés au fur et à mesure des besoins de l'exploitation et en dehors des périodes de nidification et d'hibernation donc uniquement entre septembre et octobre.

Le diagnostic archéologique précédera le dessouchage.

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant le défrichement.

La remise en état de la carrière comporte un reboisement de 12ha 20a 90ca

B - Décapage des terrains

Article III-7 : Technique de décapage et rabattement partiel de la nappe

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective à la pelle hydraulique, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état du secteur dont ils proviennent.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2,5 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Le stockage des stériles inertes et terres non polluées est réalisé géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.

Article III-8 : Patrimoine archéologique

L'emprise soumise à redevance archéologique est de 92ha 60a au plus diminuée de 1ha12a 85ca si la partie de parcelle E240 lieu dit « près les Malletons » n'est pas exploitée.

Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. En particulier les emprises autorisées à l'extraction font l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale.

En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

C – Extraction

Article III-9 : Epaisseur d'extraction

L'épaisseur moyenne de découverte est de 2 mètres, la puissance du gisement varie de 1 à 5,5 m, l'épaisseur moyenne du gisement est de 2,7 mètres.

	Malletons	Près des malletons	Château du duit	Trou viteau	Provenchère
Surface demandée	31ha 61a 28ca	7ha 63a01ca	7ha 10a 59ca	36ha 51a 29ca	22ha 60a 37ca
Surface exploitable	27,4ha	5,5ha dont la partie de parcelle E 240	7,1ha	33ha	19,5ha
Epaisseur moyenne du gisement	2,7m	3,3m	3,8m	2,7m	2,1
Cote minimale fond de fouille (m NGH)	51.5	52	50	52.5	52

Article III-10 : Front d'exploitation

Les fronts d'exploitation ont une pente maximale de 45° de manière à assurer leur stabilité. La méthode d'exploitation est adaptée en conséquence.

Article III-11 : Extraction en nappe alluviale et phréatique

Le gisement est extrait en eau à l'aide d'une pelle hydraulique ou une dragueline.

Le pompage de la nappe est autorisé pour les seuls travaux de découverte du gisement ou de remise en état des sols, selon les conditions suivantes :

-L'exploitant prévient l'inspection des installations classées avant de commencer à rabattre la nappe et indique la durée prévisionnelle du rabattement.

-Le rabattement partiel de la nappe pour des travaux de découverte n'est mis en œuvre que s'il est nécessaire et en période de basses eaux et hors période de nidification, c'est à dire entre septembre et mars. Il respecte strictement le plan de phasage et les casiers et sous casiers définis au chapitre 4 de l'étude d'impact et figure 13 du tome 3. Cotes de rabattement : voir tableau en annexe.

-Obligation de circuit fermé : Rejet des eaux d'exhaure dans un bassin ou plan d'eau situé sur le périmètre de la carrière, seules exceptions (et pour une durée de 6 mois au plus) ;

1) Premier casier de la zone château du Duit =>rejet dans la grande Noue avec les dispositions suivantes : - contrôle de la qualité des eaux en amont et en aval du point de rejet et contrôle des berges,

2) démarrage de la zone du Trou Viteau =>rejet dans un plan d'eau existant et extérieur au site avec les dispositions suivantes : Contrôle de la qualité des eaux rejetées et du niveau du plan d'eau concerné

-Fossé de recharge : un fossé de recharge est créé en limite Nord du trou Viteau, un fossé de recharge est mis en place vis à vis des boisements isolés des Malletons, à l'Ouest du Château du Duit et à l'Ouest de la Provenchère.

-Pompe équipée d'un dispositif totalisateur relevé et consigné toutes les semaines,

-Implantation d'une échelle limnimétrique dans le casier en rabattement.

Points de contrôle	Contrôles à effectuer et fréquence (Les paramètres à analyser sont : PH T°C, MES, DCO, Hydrocarbures et conductivité + nitrates pour les eaux souterraines)
Piézomètres PZ2 à PZ11	-Niveau de la nappe une fois par semaine (+ une semaine avant et une semaine après) en période de rabattement de la nappe, -Niveau de la nappe une fois par mois hors période de rabattement, -Qualité de la nappe 2 fois par an, dont une fois en période de rabattement si rabattement.
Grande Noue d'Hermé	-Lors du rejet d'eau d'exhaure, contrôle de la qualité des eaux en amont et en aval du point de rejet et Contrôle de des berges, -Contrôle de la qualité des eaux de la noue tous les deux ans.
Eaux de rabattement	Contrôle de la qualité des eaux tous les ans si rabattement
Plans d'eau L2 et L3 (hors périmètre)	Contrôle de la qualité des eaux rejetées si rejet d'eaux d'exhaure dans ces plans d'eau.
Niveau de rabattement de la nappe	Pompe asservie au niveau à atteindre, contrôlé par échelle limnimétrique placée dans le casier en rabattement.
Plans d'eau L1à L3 et fouilles d'extraction en eau	-Niveau de la nappe 2 fois par mois en période de rabattement -Niveau de la nappe 1 fois par mois hors période de rabattement

L'ensemble des éléments est consigné dans un registre et sert à rédiger un mémoire en fin de période de rabattement.

Article III-12 : Préservation du champ d'inondation

Durant toute la durée de l'exploitation, l'exploitant ne peut supprimer même momentanément les zones d'écoulement préférentielles (ruisseau, noue, etc.).

Les merlons de stockage de matériaux seront situés hors zone inondable ou disposés de telle sorte qu'ils ne perturbent pas l'écoulement des eaux de crue ou l'évacuation des eaux à la décrue (merlons positionnés dans le sens de l'écoulement des eaux sinon merlons ajourés par des ouvertures de 5 m de long au minimum) ; ils ne devront être que provisoires.

Toute construction, plantation, clôture, etc... ne doit pas gêner l'écoulement des eaux de crue ou l'évacuation des eaux de décrue ; ainsi par exemple les plantations devront respecter un espacement de 7 mètres entre les sujets, les clôtures seront au plus constituées de grillage à larges mailles (10cm x 10 cm) avec poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation ; les abords des clôtures devront être régulièrement entretenus ;

Les bâtiments (vestiaires bureaux..) le premier plancher sera porté à une cote de 58,31m NGF (crue 1910+20cm).

Les appareils électriques de la bande transporteuse devront être mis hors crue, ils seront installés à la cote 58,31 m NGF pour la zone Hermé et 59,51m NGF pour la zone Provençère. (cote crue 1910+20cm).

Après exploitation, aucun dépôt de matériaux ne subsistera : les matériaux non enlevés devront être repoussés dans la fouille et arasés au niveau des terrains avant exploitation ;

Après exécution des travaux de remise en état du site de la carrière, les plans de récolement de ces travaux devront être adressés au service chargé de la police de l'eau sur la Seine ; les plans devront être dressés sur un plan topographique du terrain rattaché au nivellement général de la France (système NGF normal).

Article III-13 : Prescriptions relatives à la préservation et à l'usage du domaine public fluvial
Sans objet.

Article III-14 : Abattage à l'explosif
Sans objet

D – Remise en état

Article III-15 : Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-16 : Remise en état du site

- L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'exploitation et de remise en état coordonnées sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

-L'extraction des matériaux commercialisables doit cesser à une date dégageant le délai nécessaire au démontage et à l'exécution des travaux de remise en état du site (reprise de la végétation comprise) par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

-La remise en état finale du site doit être achevée **au plus tard 6 mois avant l'échéance** de la présente autorisation.

-La remise en état du site est réalisée avec les terres végétales et matériaux de découverture lesquels sont intégralement conservés sur place. L'apport de matériaux extérieurs est interdit. L'apport de déchets verts, de produits de fauches, de produits de curage ou de faucardage de noues, de mares ou de plans d'eau est interdit.

La remise en état du site comprend notamment :

- La mise en sécurité des fronts d'exploitation,
- Le décapage sélectif et la conservation des terres végétales et sols forestiers,
- La conservation des terres et stériles de découverte pour les travaux de remise en état,

- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures, bandes transporteuses, tous les transformateurs, infrastructures et les stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Les matériaux extraits du site et non enlevés sont repoussés dans la fouille et arasés au niveau des terrains avant exploitation.
- En fin d'exploitation, la valorisation de tous les produits polluants et déchets ou leur élimination vers les installations dûment autorisées à cet effet,
- Le rétablissement ou la création de chemins comme prévu par le plan joint au présent arrêté,
- La réalisation de berges perméables ou de berges remblayées avec les matériaux du site conformément à la figure 73 de l'étude d'impact.
- L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure des sites.

L'exploitant mettra en œuvre les méthodes décrites au chapitre 5 de l'étude d'impact.

La remise en état prévoit donc :

Une zone à vocation naturelle et de promenade sur le secteur du Trou Viteau au plus près du bourg d'Hermé, un réseau de chemin sera mis en place.

Une zone à vocation naturelle et piscicole sur le secteur du château du Duit, bénéficiant de la proximité de la Grande Noue d'Hermé, avec une zone de pêche au sud, en partie Ouest une zone de haut fond et de prairie humide assurera la transition avec les terrains de culture,

Une zone à vocation écologique sur le secteur des Malletons avec en partie Est deux plans d'eau peu profonds avec de larges zones de hauts fonds reliés par un chenal écologique pour créer une zone humide à forte valeur écologique en continuité avec la zone humide de la Granchotte en partie Ouest les berges du plan d'eau seront sinueuses (îlot prévu) un écran boisé séparera le plan d'eau de la zone remise en état de terres agricoles au Nord.

Une zone à vocation naturelle et cynégétique (dans la continuité de la zone de chasse déjà présente au Nord) sur le secteur des Près des Malletons, la zone défrichée sera remise en état avec quelques ouvertures sur les bois pour développer un milieu favorable aux insectes et aux orchidées.

Une zone à vocation agricole sur le secteur de la Provenchère avec au Nord des terrains restitués à l'agriculture et au sud un plan d'eau adossé au bassin d'irrigation existant.

***Bilan des formations végétales à reconstituer :**

Milieux aquatiques profonds	43,79ha	Rôle important pour l'avifaune en période de migration ou d'hivernage
Milieux aquatiques peu profonds	1,93ha	A l'Est du secteur des malletons, ces pièces d'eaux reliées par un chenal écologique permettront de participer à la création de la zone humide visée sur ces parcelles, en continuité de celle existant au niveau de la Granchotte
Hauts-fonds, formations hélophytiques et mégaphorbiais	3,88ha	Espaces aquatiques peu profonds favorables au développement d'herbier aquatique d'intérêt floristique Intérêt faunistique : zone de reproduction, d'alimentation et de repos pour l'avifaune nicheuse, migratrice et hivernante ; lieu de reproduction pour les odonates, les amphibiens, les poissons...
Iles, Ilots, presqu'îles	0,47ha	Graveleux ou non, ce sont des zones de repos pour l'avifaune
Terres agricoles	19,27ha	Rôle important pour la faune permettant d'offrir un lieu de chasse, de reproduction pour certaines espèces...
Prairies humides, mésophile, et abandonnées	10,11ha	Les prairies permanentes de type mésophile à mésohygrophile verront leur cortège floristique s'enrichir à l'avenir par évolution spontanée et peuvent devenir des milieux patrimoniaux très

abandonnées		intéressants
		Zone d'alimentation pour l'avifaune, lieux de nidifications pour certaines espèces d'oiseaux.
Boisement (avec présence d'ourlets thermophiles) et haies	13,05ha	Création de saulaies blanche frênaie alluviale, saulaies marécageuse, etc. qui sont des formations rares à l'échelle de la France. Habitats de grand intérêt susceptibles d'accueillir des espèces végétales rares qui forment des refuges pour certaines espèces d'oiseaux et d'insectes

- L'exploitant adresse au préfet au moins 5 mois avant l'échéance de la présente autorisation un dossier comprenant :

- le plan topographique détaillé à jour et le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site où sont notamment précisés :
 - les incidents intervenus au cours de l'exploitation,
 - les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,
 - l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,
 - l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines,
 - les mesures de maîtrise de risques liés au sol éventuellement nécessaires,
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement leur usage actuel ou celui défini par les documents de planification en vigueur,
 - en cas de besoins la surveillance à exercer,
 - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage,
- la liste à jour des propriétaires fonciers et leurs adresses,

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées.

Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le Préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

En ce qui concerne l'abandon des piézomètres concernés par le présent arrêté et n'ayant plus d'utilité après la remise en état et la surveillance proposée par l'exploitant pendant une durée de 3 ans après la fin de l'exploitation au vu du mémoire prévu ci-dessus, l'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de ces ouvrages, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de ces ouvrages. Ce rapport de travaux est distinct et postérieur au mémoire prévu ci-dessus.

Article III-17 : Remblayage de la carrière

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux, ainsi qu'à la qualité du sol.

Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (terres de découvertes, matériaux non valorisables et fines de lavage du site). Il est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Article III-18: Mesures compensatoires

5 ans avant l'exploitation de la partie de parcelle E 240 pp représentant 1ha 12a 85ca les mesures compensatoires visant à créer à proximité des milieux similaires aux milieux présents sur la partie de parcelle E240 doivent être effectives :

- Définition d'un périmètre de mesures compensatoires, à proximité de cette zone (entité foncière cohérente) ;
- Vérification par relevés écologiques de l'intérêt de la zone définie et adaptation de la surface de compensation ;
- Définition du programme de travaux à prévoir sur la zone de compensation et définition d'un programme de gestion des terrains ;
- Réalisation du programme de travaux en collaboration avec des naturalistes (associations, écologues, etc.) ;
- Suivi écologique annuel sur 5 ans avant le début des travaux d'extraction ;

L'exploitant transmet au minimum 5 ans avant un dossier comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation au préfet de Seine et Marne.

Section 3 : Sécurité du public

Article III-19 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité (cf. article I-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. Les intersections avec les chemins sont équipées de portail. Une clôture solide et efficace constituée au plus de grillages à larges mailles (10x10 cm au minimum) avec des poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverture ou d'exploitation, les pistes, les convoyeurs s'ils sont non capotés.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier, sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé et particulièrement le long des chemins ruraux.

Article III-20 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations (découverte ou extraction) des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, pylônes électriques ainsi que des parcelles enclavées et leur chemin d'accès.

De plus, l'excavation à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Section 4 : Plans

Article III-21 : Plans

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés ;

- l'échelle et l'orientation,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,

- les bandes de 10 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),
- les convoyeurs et infrastructures,
- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,
- le tracé des lignes électriques,
- les piézomètres, les fossés de recharge,
- la position des éléments visés à l'article III-20 et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les bornes mentionnées à l'article III-2,
- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1

Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...)

Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan datée, certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année N+1.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies publiques de circulation.

Des panneaux rappelant l'obligation à tout véhicule ou engin de marquer un arrêt avant de traverser une voie publique ou de sortir de la carrière sont installés dans cette dernière aux abords des sorties et traversées.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les éventuelles installations (convoyeurs) sont entretenues en permanence.

Les merlons sont systématiquement engazonnés.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, leur périphérie et les émissaires de rejet font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux de décapage, les matériaux valorisables du site, les fines de lavage et les compléments calcaires ou sablons (au niveau de l'installation fixe)

II – Des mesures efficaces visant à réduire l’impact visuel sont adoptées, en particulier :

Dans l’année qui suit la notification du présent arrêté l’exploitant met en place les haies prévues figure 70 de l’étude d’impact

Les clôtures pleines prévues en zone non inondable sont placées au fur et à mesure, les bandes transporteuses n’ayant plus d’utilité sont démontées au fur et à mesure.

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu’il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d’accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement des engins de chantier et véhicules est réalisé sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins lents peut être réalisé sur place, sous réserve d’une procédure établie par l’exploitant définissant les conditions d’acheminement et transvasement du carburant afin d’en éviter les pertes et assurer sa récupération en cas d’accident ou débordement. Il s’assure de disposer à proximité immédiate des produits décrits au III ci-après et de moyens de lutte incendie.

Les visites d’entretien du débourbeur – déshuileur sont programmées au minimum une fois par an et réalisées par l’exploitant ou en sous-traitance. L’entretien comprend la récupération des flottants, le pompage des eaux de surface, des boues et des hydrocarbures, le nettoyage à la lance haute pression de l’ensemble de l’ouvrage et des systèmes de traitement (selon recommandation du constructeur) avec pompage des produits lesquels sont évacués par un récupérateur agréé.

L’entretien des engins aura lieu aux ateliers SPM. Toute fuite sur un engin ou véhicule implique immédiatement sa mise à l’arrêt et son évacuation en dehors du site.

II – une cuve de 20 000 litres de fuel double enveloppe avec détection de fuite et un stockage de 1000 litres d’huile sont installés, sur rétention dans l’atelier.

Tout autre stockage est interdit.

Tout stockage d’un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu’elle est inférieure à 1000 litres.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l’étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

III – L’exploitant dispose de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont repérés, facilement accessibles et accompagnés de moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

IV - Les produits récupérés en cas d’accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

V – L’exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l’inspection des installations classées et des services d’incendie et de secours.

IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations

Les eaux de lavage des installations de traitement sont **recyclées** via des bassins de décantation et un bassin d'eau claire d'où les eaux sont pompées. L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres inscrits dans le tableau ci-dessous. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier

IV-3-2-2 Eaux rejetées (eaux pluviales en sortie des décanteurs déshuileur)

I Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MEST	< 35 mg/l
DCO sur effluent non décanté	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un dispositif de prélèvement.

L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres inscrits dans le tableau ci-dessus.

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante. Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier

IV-3-2-3 - eaux souterraines

Un réseau de surveillance des eaux souterraines est implanté en périphérie de la carrière comme prévu par l'étude d'impact.

Un autocontrôle est assuré par l'exploitant selon les dispositions suivantes :

-Un état initial est effectué avant exploitation, les mesures et analyses sont consignées dans un registre et la surveillance se poursuivra 3 ans après la remise en état.

- Une surveillance mensuelle des niveaux piézométriques (figure 22 tome 3bis), qui devient hebdomadaire sur les piézomètres les plus concernés en cas de rabattement.
- Une surveillance au moins semestrielle de la qualité de l'eau des piézomètres (figure 22 tome 3bis) portant sur les paramètres ci-dessus, la teneur en nitrate et la conductivité électrique,
- Mêmes analyses sur les plans d'eau L2 et L3 en cas de rejets des eaux d'exhaure des casiers amont ;
- Un suivi mensuel du niveau des plans d'eau L2 et L3 (m NGF) et une analyse annuelle de la qualité de l'eau portant sur les paramètres ci-dessus ;
- Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'Inspection des Installations Classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

IV-3.2.4 Eaux domestiques

Les bureaux/locaux sociaux/vestiaires existent déjà, ils sont alimentés en eaux par un forage, de l'eau en bouteilles est disponible. Ils disposent d'un système d'assainissement individuel.. Des WC chimiques nettoyés et vidangés aussi souvent que nécessaire seront présents sur chaque zone en activité. L'exploitant conserve les justificatifs de ces opérations

Article IV-4 : Pollution de l'air

I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières :

- limitation de la vitesse de circulation dans la carrière à 20 km/h,
- engins conformes aux réglementations en vigueur relatives aux pollutions engendrées par les moteurs,
- révision et entretien réguliers des engins,
- évacuation des matériaux par bandes transporteuses.

II - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du transport des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique.

III – Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article IV-5 : Incendie et explosion

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en

quantité adaptées aux risques, dans les engins, sur les aires extérieures pendant les horaires d'activité et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.

Le site est facilement accessible par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer et accéder sans difficulté à une aire de pompage (bassins d'eau claire avec palplanches)

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux dispositions de :

- L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosions,
- Le décret n° 91-986 du 23 septembre 1991 (titre EL du Règlement Général des Industries Extractives),
- La norme NF C 15-100 relative aux installations électriques intérieures.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenue en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Article IV-6 : Déchets

L'exploitant organise la gestion des déchets de façon à :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en adoptant des technologies propres,
- limiter les transports en volume et distance,
- trier, réemployer, recycler,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

La quantité de déchets stockés sur site ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Les déchets stockés susceptibles de contenir des produits polluants doivent être déposés conformément au II de l'article IV-3 et préservés des eaux météoriques.

IV-6-1 – Modalités de traitement par catégorie de déchets

Les déchets d'emballage sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont éliminées conformément aux dispositions des articles R.543-3 à R.543-16 du code de l'environnement. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département, en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-143 du code de l'environnement. Ils ne peuvent être remis qu'à des collecteurs agréés en application de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux...) non valorisables sur site et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne peuvent être éliminés que dans des installations dûment autorisées ou déclarées en application du titre 1° du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime de ces déchets, au sens de

l'article L.541-1 du code de l'environnement.

IV-6-2 – Enregistrement et information de l'administration

L'exploitant consigne dans un registre tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées toutes les opérations effectuées relatives au traitement de ses déchets.

Ce registre mentionne :

- la désignation des déchets et leur code suivant la nomenclature des déchets,
- la date d'enlèvement et son transporteur,
- la quantité,
- le numéro du bordereau de suivi de déchet,
- le mode de traitement,
- le destinataire final,
- la date d'admission dans l'installation destinataire finale.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 5 ans.

Dans le cas où la quantité totale de déchets dangereux produits par an excède 10 tonnes, l'exploitant déclare la nature, les quantités et destinations des déchets dangereux produits, conformément aux dispositions de l'article R.541-44 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005. Cette déclaration est effectuée par voie électronique, avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 - Bruits

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par l'exploitation de la carrière et les installations de premier traitement de matériaux ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf Dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22 h à 7 h sauf Dimanches et jours fériés
> 35 dB (A) mais ≤ 45dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

Dans le cas où la différence $LA_{eq} - L_{50}$ est supérieure à 5 dB(A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L_{50} calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE EN dB(A)	
	Période diurne	Période nocturne
En limite sud du périmètre, zone « des Malletons, » point 4 figure 36 de l'étude d'impact	56dB(A)	56dB(A)
En limite sud du périmètre, zone « Près des Malletons », point 7 figure 36 de l'étude d'impact	67dB(A)	60dB(A)
En limite sud-ouest du périmètre de la zone « Provençères » point 12 figure 36 de l'étude d'impact	54 dB(A)	54dB(A)
Tout autre point du périmètre	70 dB(A)	60dB(A)

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R571-1 et suivants du code de l'environnement.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Pour les signaux de recul d'engins, l'exploitant privilégie l'emploi d'avertisseurs à fréquences mélangées.

Le contrôle (selon la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997) des niveaux sonores en limite de périmètre vis à vis des différents points et le contrôle des émergences en zones d'émergences réglementées (aux points A B C H et L en période diurne et aux points C et H en période nocturne) sont effectués aux frais de l'exploitant dès le début de l'exploitation et à chaque changement de secteur puis **au minimum tous les 3 ans**. Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

L'exploitant applique toutes les préconisations du chapitre 4 de l'étude d'impact.

IV-7-2 - Vibrations

IV-7-2-1 Tirs de mines

Sans objet,

IV-7-2-2 Autres activités

En dehors de tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier, toutes dispositions sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les équipements, les stockages ou leurs annexes.

Les matériaux transformés par les installations de traitement sont évacués par voie routière.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montants de référence des garanties financières

La durée de l'autorisation est de 30 ans divisée en six périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Les montants de référence des garanties financières, exprimé en Euro TTC ci-dessous, sont calculés avec l'indice TP 01 de juin 2010 = 651,3

	S1 (ha)	S2 (ha)	L (m)	Montant de référence (Cr)
Période 1	1,98	4,17	1100	237 090 € ttc
Période 2	5,99	6,131	2210	428 624 € ttc
Période 3	5,68	5,28	1955	380 294 € ttc
Période 4	5,90	5	1875	369 864 € ttc
Période 5	4,18	4,09	895	260 231 € ttc
Période 6	0,95	2,63	450	132 560 € ttc

Avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

Article V-2 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{(\text{Index}_n)}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_r}$$

avec

C_r : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus = **651,3 indice de juin 2010**.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit **0,196**.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et sur le site Internet de l'INSEE www.indices.insee.fr.

Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

Article V-6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.
- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournit au 1er février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année N.

CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES

Article VI-1 : Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait la carrière en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite de l'exploitation (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

Article VI-2 : Equipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.

Article VI-3 : Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions découlant des textes applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer à proximité des zones d'emploi de produits inflammables ou combustibles,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'engendrer des points chauds dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie. Cette interdiction est en outre affichée,

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, obturation des écoulements...),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Article VI-4 : Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après les travaux d'entretien ou de modification, de façon à vérifier que les installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté. Les consignes sont portées à la connaissance du personnel.

Article VI-5 : Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de l'ensemble de son personnel.

Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement dégradé, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.

Ces formations comportent notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits employés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulations d'application des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.

L'exploitant veille à disposer en tout temps de personnel d'intervention. Ce personnel est régulièrement formé et entraîné à l'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'au maniement des moyens d'intervention.

CHAPITRE VII : DOCUMENTS A TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre au préfet et / ou à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents	Périodicité/Échéance
III-21	Plan de la carrière et annexes	1 ^{er} février année N+1
III-11 et IV3	Suivi eaux et conditions de rabattement partiel de la nappe	
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	
V-7	Suivi des garanties financières	
V-2	Renouvellement des garanties financières	six mois avant leur échéance
III-8	Mémoire concernant les mesures compensatoires préalables à l'exploitation de la partie de parcelle E 240 lieu dit « près les Malletons » représentant 1ha 12a 85 ca)	Au plus tard 5 ans avant l'exploitation

Ces documents sont accompagnés, autant que nécessaire, de tout commentaire de la part de l'exploitant sur les éventuelles anomalies et dysfonctionnements intervenus, ainsi que sur leur traitement.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article VIII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article VIII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-1, L.514-2, L.514-3, L.514-9, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-13, L.514-14, L.514-15, L.514-18, L.541-46, L.541-47 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Article VIII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie d'HERME et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie d'HERME pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est publié sur le site internet de la Préfecture.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation est inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département de Seine-et-Marne et le département de l'Aube.

Article VIII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment :

- l'article L141-9 du Code de la Voirie Routière en ce qui concerne les voies communales,
- l'article L131-8 du Code de la Voirie Routière en ce qui concerne les routes départementales,
- l'article L161-8 du Code Rural en ce qui concerne les chemins ruraux.

Article VIII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article I-4. Ces ouvrages et édifices sont soumis aux dispositions du code de l'urbanisme.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation de défrichement et ne vaut pas dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

Article VIII-6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif -

43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L.511.1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Liste des pièces jointes :

-Deux plans au 1 /5000ème sur fond cadastral précisant le périmètre de la carrière sont annexés au présent arrêté (figure 6 et figure 7 du tome 1 du dossier de demande).

-plans topographiques au 1/5000

-plans prévisionnels de phasage

-plan de remise en état final de la carrière au 1/5000

-tableau Excel relatif aux casiers de rabattement partiel de la nappe.

Article VIII-7 :

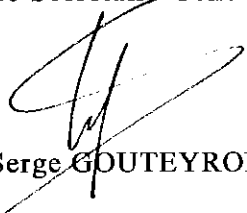
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire d'Hermé, le Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris, le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Sous-Préfet de Provins,
- Préfet de l'AUBE,
- Les Maires des communes de Hermé, Everly, Gouaix, Soisy-Bouy, Sourdun, Melz-sur-Seine, Villiers-sur-Seine, Noyen-sur-Seine, Grisy-sur-Seine et Jaulnes (département de Seine-et-Marne) et de Courceroy et La Motte-Tilly (département de l'Aube),
- Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- Unité territoriale Eau de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,
- Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,
- Direction Départementale des Territoires, SEPR – PPRLN,
- Direction de l'Agence Régionale de Santé, Délégation territoriale Seine-et-Marne – Contrôle et Sécurité Sanitaires des Milieux,
- Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine de Seine-et-Marne,

- Direction régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France – Service régional de l'Archéologie,
- Service départemental d'Incendie et de Secours de Seine-et-Marne,
- France Télécom,
- Réseau Ferré de France

Melun, le 19 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture


Serge GOUTEYRON

SOMMAIRE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER.....	4
<u>Article I-1</u> : Autorisation	4
<u>Article I-2</u> : Rubriques de classement au titre des Installations classées	4
<u>Article I-3</u> : Caractéristiques de la carrière	6
<u>Article I-4</u> : Caractéristiques de l'installation de traitement.....	11
<u>Article I-5</u> : Horaires d'activités	11
<u>Article I-6</u> : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....	11
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	11
<u>Article II-1</u> : Conformité au dossier	11
<u>Article II-2</u> : Modifications	12
<u>Article II-3</u> : Contrôles et analyses	12
<u>Article II-4</u> : Cessation d'activité.....	12
<u>Article II-5</u> : Accidents et incidents	12
<u>Article II-6</u> : Changement d'exploitant.....	13
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES.....	13
<u>Article III-1</u> : Information du public.....	13
<u>Article III-2</u> : Bornage,.....	13
<u>Article III-3</u> : Eaux de ruissellement	13
<u>Article III-4</u> : Aménagements et accès à la carrière	13
<u>Article III-5</u> : Notification de la constitution des garanties financières	13
<u>Article III-6</u> : Déboisement et défrichement.....	14
<u>Article III-7</u> : Technique de décapage et rabattement partiel de la nappe	14
<u>Article III-8</u> : Patrimoine archéologique.....	14
<u>Article III-9</u> : Epaisseur d'extraction	15
<u>Article III-10</u> : Front d'exploitation	15
<u>Article III-11</u> : Extraction en nappe alluviale et phréatique.....	15
L'ensemble des éléments est consigné dans un registre et sert à rédiger un mémoire en fin de période de rabattement.....	16
<u>Article III-12</u> : Préservation du champ d'inondation	16
<u>Article III-13</u> : Prescriptions relatives à la préservation et à l'usage du domaine public fluvial	17

Article III-14 : Abattage à l'explosif	17
Article III-15 : Elimination des produits polluants	17
Article III-16 : Remise en état du site	17
Article III-17 : Remblayage de la carrière.....	19
Article III-18: Mesures compensatoires	20
Article III-19 : Interdiction d'accès	20
Article III-20 : Distances limites et zones de protection	20
Article III-21 : Plans	20
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	21
Article IV-1 : Dispositions générales	21
Article IV-2 : Intégration dans le paysage.....	21
Article IV-3 : Pollution des eaux.....	22
Article IV-4 : Pollution de l'air	24
Article IV-5 : Incendie et explosion	24
Article IV-6 : Déchets	25
Article IV-7 : Bruits et vibrations	26
Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation	28
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES	28
Article V-1 : Montants de référence des garanties financières	28
Article V-2 : Renouvellement des garanties financières	29
Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.....	29
Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières.....	29
Article V-5 : Absence de garanties financières	29
Article V-6 : Appel aux garanties financières	30
Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières	30
CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES	30
Article VI-1 : Règles d'exploitation	30
Article VI-2 : Equipements importants pour la sécurité	30
Article VI-3 : Consignes de sécurité	30
Article VI-4 : Consignes d'exploitation.....	31
Article VI-5 : Formation du personnel.....	31
CHAPITRE VII : DOCUMENTS A TRANSMETTRE	31
CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES	32
Article VIII-1 : Annulation, déchéance	32
Article VIII-2 : Sanctions	32
Article VIII-3 : Information des tiers.....	32
Article VIII-4 : Remise en état des voiries.....	32
Article VIII-5 : Autres réglementations	32
Article VIII-6 : Délais et voies de recours.....	33
Article VIII-7 :	33